

Liste « A L'INITIATIVE DE L'ECOLE EMANCIPEE »

POUR UNE EPS et UNE ECOLE EGALITAIRES : LUTTONS, POUR LES SERVICES PUBLICS ET LES DROITS SOCIAUX, POUR UNE ALTERNATIVE AU LIBERALISME.

Ecole Emancipée dans le SNEP : le sens de notre orientation.

- Parce que l'Ecole Emancipée a largement contribué à la création de la FSU et à son développement, nous pensons que, dans le SNEP, nous devons continuer à affirmer notre présence ; non pas contre les camarades U et A mais bien comme aiguillon et comme force de propositions dans le champ de l'EPS et du sport pour renforcer le syndicat, apporter un regard plus fédéral pour unifier les revendications et les actions au plan fédéral et intersyndical.
- Face à la gravité, l'étendue, la profondeur des régressions que veut nous imposer l'économie libérale mondialisée, nous avons la conviction profonde qu'il ne peut y avoir d'avancées progressistes pour l'EPS quand le service public et laïc d'éducation régresse, quand le système éducatif réduit son périmètre d'intervention et abandonne l'exigence de transmettre à tous les jeunes un haut niveau de culture commune.
- Nos propositions syndicales visent donc à dépasser, chaque fois que nécessaire, le seul prisme de la spécificité EPS. Pour construire le SNEP, assurer sa pérennité et ses recrutements, nous sommes convaincus que l'attachement au métier et à la discipline, bien que nécessaire, n'est pas à lui seul suffisant pour faire face aux enjeux que le libéralisme impose.
- Défendre l'EPS et tous ses personnels passe donc pour nous, par la capacité syndicale à décrypter le sens profond des politiques, libérale ou social libérale, comme lors du référendum sur le traité Européen. Ni neutralité, ni ignorance du champ politique mais indépendance organique affirmée et lucide. Ainsi, à partir du spécifique, une activité revendicative unifiante et unitaire, est possible.

Casse du service public, attaque contre le code du travail, la protection sociale et les retraites, précarisation des emplois et des salariés, expulsion des enfants sans papiers, flicage des jeunes et des immigrés, allongement de la durée du travail, travail de nuit pour les ados **cela suffit !**

Les profits croissants d'une minorité qui jettent dans la misère le plus grand nombre, **cela suffit !**

Il faut en finir avec le libéralisme économique, avec la répartition de plus en plus inégalitaire des richesses produites par tous.

Pour créer une vraie alternative, pour remettre à l'endroit tout ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers, il faut promouvoir un syndicalisme d'action et de transformation sociale, capable d'unifier les luttes et les revendications, pour défendre les droits et en conquérir de nouveaux

Le néo-libéralisme contre l'égalité

En vingt ans 10% du PIB sont passés de la poche des salariés à celles du patronat et des actionnaires. Les grands patrons français touchent 300 fois le SMIC alors que les femmes touchent le salaire horaire le plus bas (10.13 euros).

La guerre militaire et économique engagée à l'échelle de la planète, pour la possession des ressources énergétiques et la conquête de nouveaux marchés renforce : concurrence et inégalités entre pays, violence et terrorisme au sein des populations. Elle s'oppose à l'autodétermination des peuples tout en réprimant et expulsant les populations qui fuient la misère (sans papiers). Elle peut rendre irréversible les dégâts écologiques.

La concurrence sur un marché mondial de l'emploi tire vers le bas les formations initiales et remet en cause les qualifications au profit de portefeuilles de compétences servant « l'employabilité » et la baisse des rémunérations salariées. **La loi Fillon est le produit de cette vision utilitariste de l'école et de la libéralisation des services à l'échelle européenne.** « L'égalité des chances » prônée par la loi Fillon entérine de fait l'échec scolaire et promeut l'apprentissage précoce au nom de la diversité des « talents individuels ». L'existence d'un enseignement privé confessionnel, la multiplication d'officines privées d'aides au devoir, créent une concurrence permanente qui tend à l'éclatement du service public national d'éducation, dans le cadre de l'AGCS.

Le rôle de l'état et de son budget est recentré sur le soutien à la rentabilité et à la concentration du capital, par fusions et (ou) privatisations. Ceci tend à constituer de grands monopoles privés, alors que la fusion EDF-GDF (service public) est refusée. La « concurrence » n'est donc pas « libre et non faussée ». L'état se décharge de ses missions sur les collectivités locales, promeut la région au niveau économique et éducatif, pour appliquer ses politiques libérales et réaliser des économies budgétaires. Les inégalités entre territoires se creusent. La réponse essentielle à la précarité, à l'exclusion sociale (licenciements et bas revenus), aux pertes de repères d'une jeunesse getthoisée, aux luttes, devient celle, unique, de la répression d'état, le mépris ou la fausse concertation.

La « culture du résultat » instaurée par la LOLF soumet les missions du public aux critères de productivité du privé. Ceci vaut pour l'éducation : concurrence entre établissements (l'autonomie) et entre personnels (carrières), devient la règle. Les hiérarchies, l'individualisation contractuelle des tâches et des rémunérations, sont renforcées, au détriment des garanties statutaires.

Un syndicalisme pour les services publics, les droits sociaux et l'emploi

Nous refusons qu'une minorité (2% de la population possède 40% des richesses) dicte sa loi sur les droits sociaux, la démocratie, l'ordre économique mondial, la culture, les droits humains. Nous devons restaurer et moderniser les services publics au service de tous et promouvoir l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

Les enjeux : Imposer la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux (santé, logement, éducation, transport...) par des services publics capables d'y répondre dans la proximité et sur tout le territoire, **pour tous de façon solidaire et égalitaire**, avec un contrôle des citoyens. Ceci implique le refus de la privatisation même partielle, des secteurs les plus rentables, pour permettre une péréquation des tarifs, un prix bas identique pour tous les usagers individuels.

Le droit à un emploi qualifié à plein temps, un salaire ou un revenu décent permettant d'assurer, au minimum, l'exercice effectif des droits fondamentaux, devrait être la règle. Le retard des salaires sur le coût de la vie ne sert qu'à l'accumulation des profits, sans bénéfice pour l'emploi. En l'absence de tels droits collectifs, les inégalités sociales se développent. En diminuant les moyens, le pouvoir trompe l'opinion en prétendant à une « égalité des chances » pour l'éducation. Pour que notre projet soit social et éducatif, battons en brèche l'idée d'une éducation trop coûteuse. Chiffrons les moyens d'**une ambition scolaire émancipatrice** pour tous les jeunes. Cet objectif justifie le maintien et le respect d'une carte scolaire démocratiquement discutée et approuvée ; la nationalisation de l'enseignement privé doit être remise à l'ordre du jour. Ceci suppose une autre répartition des richesses produites, une réforme urgente pour une fiscalité plus juste, un budget au service des besoins sociaux, ainsi qu'une harmonisation de la fiscalité et des droits à l'échelle européenne. **Laïcité, égalité, arrêt des discriminations**, tels sont les objectifs que nous devons porter.

Contre les tentatives de dénaturer notre statut, nous devons réaffirmer les besoins d'enseignement, incluant l'AS, cœurs de nos missions, réclamer les recrutements et l'amélioration des conditions nécessaires à leur exercice, notamment la réduction du temps de travail (15+3). Cela suppose d'en finir immédiatement et définitivement avec la précarité.

Pour cela, un syndicalisme offensif

Depuis les conséquences désastreuses des politiques du FMI en Argentine, les mouvements populaires imposent en Amérique Latine la prise en compte d'une partie de leurs besoins.

En France et en Europe, les regressions sociales initiées ou entérinées par les gouvernements successifs, suscitent des résistances. La prise de conscience de la nécessité d'une alternative à ces politiques s'élargit. Le succès régulier des rassemblements alter-mondialistes en témoigne, ainsi que la campagne pour le vote « non » au TCE. La récente mobilisation de RESF montre l'indignation provoquée par l'inhumanité de ces politiques.

Mais le poids de l'idéologie dominante, conduit aussi à la fatalité, à l'illusion réformiste d'une mondialisation améliorée ou à la recherche de boucs émissaires (les immigrés, les fonctionnaires...) **Face aux difficultés de mobiliser, la tentation d'un syndicalisme d'accompagnement du libéralisme, acceptant son cadre budgétaire, replié sur des intérêts corporatistes, entrerait dans le jeu libéral de destruction des solidarités qui ont permis les conquêtes sociales antérieures.** Un syndicalisme qui veut gagner, ne peut, surtout aujourd'hui, faire l'économie de la construction d'un rapport de force global.

La victoire sur le CPE, a indiqué les facteurs qui permettent de gagner : Mobilisation permanente des étudiants occupant les universités et structurant leur mouvement avec des AG et une coordination nationale élargissant la représentation et le mouvement au-delà des organisations syndicales existantes, solidarité intergénérationnelle, large unité syndicale sur un objectif précis. **Seules, des mobilisations interprofessionnelles puissantes, la réunion des personnels et des usagers, donnent la dimension sociale qui renouvelle l'espoir dans la possibilité d'alternatives. La construction d'un tel mouvement social est indispensable pour promouvoir une « autre école », développer les services publics.**

L'état de division structurelle du mouvement syndical se double d'une représentativité, héritée de 1966, qui ne correspond plus à la réalité et isole **la FSU**. Sa représentativité réelle n'est pas reconnue. Elle s'est imposée dans le champ syndical par les mobilisations qu'elle a impulsées. **Sa place historique la conduit à œuvrer à une réunification du mouvement syndical.** Contre la division, nocive, pour le succès des luttes, elle doit en appeler à toutes les forces syndicales. Avec celles qui répondront à son appel, elle doit se déclarer prête à tisser des liens plus permanents.

Le SNEP doit s'inscrire dans cette perspective, **en renforçant l'activité de la FSU** dans les établissements, au niveau local, pour l'élaboration du projet éducatif fédéral et l'unité dans les luttes. Construire un outil fédéral qui permette d'unifier les revendications et l'action éducatives du 1^{er} du 2nd degré et de l'enseignement professionnel permettrait de porter une alternative crédible au socle commun et à l'école du tri social qu'il organise. La perspective de victoire, par l'action unitaire, mobiliserait les personnels et renforcerait la représentativité de la FSU.

Marchandisation des corps, Sport et EPS

La marchandisation s'est accentuée et étendue à de nombreux aspects de la vie humaine : aujourd'hui le brevetage du vivant, la prostitution dénoncée à la coupe du monde, le poids des modèles corporels, notamment féminin, la « traite » notoire de jeunes footballeurs africains et sud-américain. Demain l'utilisation des nanotechnologies. Violence, dopage, tricherie; corruption, malaise arbitral, surmédicalisation, racisme et anti-sémitisme. Avec son engrenage résultats-profits le sport appartient de plein pied à la sphère libérale. Les patrons de presse se l'arrachent et les actionnaires se frottent les mains. La recherche de valorisation personnelle fait aussi épouser à de nombreux amateurs ce modèle compétitif. Il n'est plus possible que cette pratique, dans l'état actuel, reste une référence éducative.

Les JO de Pékin pourront ils se tenir dans le silence du mouvement progressiste ?

Pour les libéraux, de droite et du PS, le système sportif associatif et les structures sportives marchandes seraient plus rentables qu'une EPS placée sous la tutelle de l'Etat. L'externalisation de l'enseignement de l'EPS, l'utilisation du forfait d'AS et de la bivalence comme variables d'ajustement pour les besoins en postes, entrent bien dans le projet du libéralisme, transférer une partie du secteur de la formation au secteur privée ou/et aux collectivités territoriales. Aujourd'hui les TOS, demain les profs d'EPS, de musique, de dessin, de techno etc... Cela constituerait la fin de l'EPS de service public.

Le projet de « culture commune » de la FSU, objectif démocratique d'enseignement pour former des adultes critiques, cultivés et responsables, doit être mis en débat. Il donne le cadre de notre réflexion: l'apprentissage en EPS ne saurait se limiter à « maîtriser un corps » instrument d'une efficacité dans une APS. Le but est bien par les transformations physiques induites, de rompre avec les modèles corporels dominants, d'instaurer pour les jeunes des relations à leur corps dans une compréhension et un développement personnels plus large. Entre anorexie et boulimie, entre mal être, auto- mutilation et marquage corporel la revendication d'un corps épanoui doit rompre avec la domination de l'exploitation du « modèle corporel » au service des marques, de l'argent et de la rentabilité. Le SNEP doit s'engager dans une réflexion sur EPS et mouvement sportif, EPS à l'école et pratiques compétitives. La position qui consiste à ne pas se positionner crée un véritable malaise et génère des ambiguïtés sur notre discipline qui a plus que jamais besoin d'être défendue.

POUR UN SYNDICALISME OFFENSIF

POUR UN SYNDICALISME PORTEUR D'ALTERNATIVES SOCIALES ET EDUCATIVES

POUR UN SYNDICALISME UNITAIRE ET PLUS UNIFIE

POUR SOUTENIR UN DEBAT PLURALISTE AU SNEP

VOTEZ POUR LA LISTE « A L'INITIATIVE DE L'ECOLE EMANCIPEE »

